

Cet espoir est déçu lorsque les soldats et les chars d'assaut soviétiques entrent de nouveau dans la capitale hongroise, quelques jours plus tard, puis répriment brutalement des rebelles mal armés et mettent en place un gouvernement fantoche. Ne recevant de Hongrie qu'une information incomplète, Pearson et ses fonctionnaires essaient de comprendre le fil des événements. « L'erreur des rebelles, et celle d'Imry Nagy, qui s'est efforcé d'accéder à leurs demandes, explique alors le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Jules Léger, a été d'aller trop loin, trop vite. » [Document 12] Jules Léger estime, avec la même sévérité, que les pays occidentaux n'ont pas su réagir, les qualifiant de « complètement impassibles ». [Document 11] En fait, cela est encore plus accablant. Certes, il ne va pas jusqu'à affirmer que la reconquête de la Hongrie par les Soviétiques est le résultat de l'offensive franco-britannique pour reprendre le canal de Suez, le 29 octobre. Il croit néanmoins que, à la suite des mésaventures de deux des principaux membres de l'OTAN au Moyen-Orient, l'Occident s'est aliéné le bloc des pays afro-asiatiques aux Nations Unies, et que cela l'a empêché de tirer parti de l'indécision initiale de Moscou, à Budapest, afin de trouver une solution négociée au profit de la Hongrie.

Il est probable que le nombre de documents consacrés à la réaction de l'Inde aux événements intervenus en Hongrie étonne le lecteur. Cela n'est pas dû au hasard. Depuis la fin des années 1940, les décideurs canadiens s'attachent à courtiser ce pays et son premier ministre, le pandit Jawaharlal Nehru, considéré comme le chef des pays non alignés d'Afrique et d'Asie.⁴ La révolution hongroise sert de banc d'essai à cette politique et fait ressortir ses insuffisances. L'Inde et ses alliés mettent en effet du temps à se rallier à la cause de la Hongrie à New York, source d'amertume et de trahison chez de nombreux fonctionnaires canadiens. « Je pense que nous devons reconnaître, concluait M. Ford, que la démarche des Nations Unies à l'égard de la Hongrie a été dans une large mesure un échec. (...) Les pays ont refusé obstinément d'entendre la seule leçon utile qu'aurait pu leur apprendre le groupe arabo-asiatique sur la nature du régime soviétique » [Document 55]

Bien qu'imparfaites, les mesures prises par le Canada face à l'afflux des réfugiés hongrois, qui essaient dans toute l'Europe à la suite de la crise, sont plus édifiantes que le détachement affiché aux Nations Unies. Grâce à son économie florissante d'après-guerre, axée sur les matières premières, le Canada est bien placé pour s'attaquer efficacement à ce problème, et Pearson veille à ce que le gouvernement apporte sa contribution. Animé à la fois par des objectifs idéologiques et humanitaires, le ministre des Affaires étrangères insiste pour qu'Ottawa fournisse une aide proportionnelle aux efforts déployés de toute part, à l'échelle nationale et internationale, pour aider les réfugiés. Toutefois, la partie est loin d'être gagnée. Les discussions au Cabinet, reproduites dans le présent recueil, montrent que l'accueil des réfugiés pose l'épineux problème des compétences fédérales et provinciales, qui force les ministres à se montrer prudents. Les responsables politiques mettent également en doute la capacité de la Croix-Rouge de veiller au bon acheminement de l'aide canadienne et, à ce titre, souhaitent ne pas l'augmenter trop rapidement. En tout état de cause, le gouvernement finit par lever la plupart des restrictions habituelles à l'immigration et subventionne largement la venue de réfugiés hongrois au Canada.

⁴ « The Most Important Country in the World : » Escott Reid in India, 1952-57, » Greg Donaghy dans *Escott Reid : Diplomat and Scholar*, Greg Donaghy et Stéphane Roussel, McGill-Queen's University Press, 2004), p. 67-84.